

prétendument viable, qu'il soit proposé par le ministre canadien des Finances, par un gouvernement socialiste comme celui de la Grande-Bretagne ou par les économistes orthodoxes, qui croient qu'un simple laminage du système actuel suffirait. Il reste qu'aucun changement véritable à la situation ne s'est produit, sauf qu'elle empire.

Dans la récente étude Watkins, menée sous l'égide du président du Conseil privé, on propose une politique de nationalisme économique dont la mise en œuvre détruirait les assises même de la libre entreprise au Canada. Cette politique, telle qu'elle est couramment préconisée par les partisans de la même théorie, freinerait les investissements étrangers, mais encouragerait les entreprises canadiennes, l'exploitation des ressources et le contrôle de notre commerce extérieur, grâce à de puissantes sociétés de placements qu'on instituerait. On le qualifie de rapport excellent. Je n'ai pas entendu le ministre des Finances faire beaucoup de commentaires là-dessus, mais lui aussi était prêt sans doute à faire des États-Unis le bouc émissaire de notre propre erreur et de notre apathie. Nous parlons de l'argent américain qui entre chez nous. Je vous ferai observer que l'année dernière, en 1967, plus de 1.75 milliard de dollars canadiens ont été investis aux États-Unis. Ne pouvons-nous pas convaincre les Canadiens que les placements au Canada valent tout autant qu'aux États-Unis? Il est étrange que pour chaque dollar par tête que les Américains ont investi au Canada, nous avons placé \$3 chez eux. Je vais vous lire à ce sujet le commentaire qui a paru dans le *Star* de Toronto de mardi dernier. En voici un extrait:

Ne pouvons-nous encourager certains dollars acheminés vers le Sud à demeurer au Canada et arriver par nos propres moyens à relever notre niveau de vie?

Parce que les politiques financières du gouvernement ont tari les sources de capital, nos administrations municipales, provinciales et fédérale doivent emprunter de l'autre côté de la frontière l'argent que nous ne voulons pas fournir nous-mêmes. En outre, il faut emprunter à des taux d'intérêt élevés, ce qui augmente les pressions sur le dollar canadien et accroît constamment la dette nationale.

Il serait temps que nos hommes politiques cessent leur rengaine sur le rachat des parts étrangères et commencent à encourager les Canadiens à investir au Canada. De même, il est temps que certains de nos courtiers canadiens incitent les épargnants à placer leur argent en valeurs canadiennes et dans le développement des ressources. Non seulement est-ce urgent, mais c'est le devoir de chaque Canadien de réinvestir ses épargnes dans les entreprises et le développement du pays. Si nous y parvenions, le Canada n'aurait pas

besoin des capitaux étrangers, les Canadiens s'en trouveraient bien mieux et nous n'aurions plus de crise. Il serait grand temps que le ministre des Finances use de bon sens en raisonnant sur nos politiques financières nationales.

• (5.20 p.m.)

Je ne songe certes pas à minimiser les problèmes internationaux. Un des grands problèmes qui se posent au Canada, provient de ce que nos sources de capitaux sont épuisées et que nous devons maintenant recourir aux marchés extérieurs. C'est également un des graves problèmes qui se posent à l'échelle internationale. Il n'y a pas assez de liquidité pour effectuer les échanges normaux. Voilà qui exerce aujourd'hui des pressions sur le dollar américain comme sur le dollar canadien. Nous serions bien avisés de suivre le conseil de ceux qui préconisent la hausse du prix de l'or. Je ne suis pas d'avis que l'étalon or doive subsister sur le plan international. Nous l'avons rejeté au pays en 1935, et nous devons aussi le rejeter sur le plan international. C'est peut-être le premier pas à faire pour en arriver au règlement des échanges internationaux. Si le prix de l'or était porté au double du cours actuel, cela réglerait, pour le moment du moins, le problème du change international. C'est tout ce que le général de Gaulle a préconisé par la bouche de ses propres économistes, et c'est lui qui est responsable de nombre de pressions exercées sur le dollar canadien et sur le dollar américain.

Il y a quelques jours à peine, lorsque le ministre des Finances a jugé à propos de retirer 460 millions de dollars tenus en réserve par le Fonds monétaire international, la Chambre ne l'aurait même pas su sans d'indiscrètes révélations de représentants du gouvernement français aux journaux. Ainsi, nous faisons encore, au Canada, les frais des pressions qu'exerce la France et des politiques financières qui résultent des centres économiques de l'Europe contre les États-Unis et dont les répercussions se font sentir au Canada à cause de la faiblesse de nos propres politiques financières. Il est temps que nous commençons à préconiser une réforme monétaire internationale et que nous mettions en œuvre des politiques plus efficaces sur le plan national.

J'ai écouté avec un vif intérêt le ministre des Finances à certaines auditions du comité sur la négociation Kennedy. Il parlait de la conférence qu'il a tenue à Rio de Janeiro avec les neuf autres membres de ce groupe choisis des Dix nations qui forme le comité spécial au sein du Fonds monétaire international. Il nous a dit en comité qu'aucun des experts des neuf autres pays n'avait la moindre idée